

La réalité rebat les cartes politiques

Interview de Vincent de Coorebyter
par Vincent Rocour et Stéphane Tassin

L'année 2023 a été marquée par une nouvelle progression de l'extrême droite en Europe. En Belgique aussi, le Vlaams Belang est annoncé en tête des intentions de vote, tandis que, à l'opposé, le PTB semble également progresser. À l'aube d'une année caractérisée par de nombreux scrutins, Vincent de Coorebyter revient sur les clivages à l'œuvre au sein de la société qui modifient les équilibres politiques anciens et sur les rapports au sein de la coalition fédérale entre partis de gouvernement.

La formation du prochain gouvernement fédéral sera longue et difficile

La Libre Belgique : Les électeurs renouvelleront les parlements fédéral et régionaux en 2024. Les sondages annoncent une forte progression des partis situés aux extrémités de l'échiquier politique. Est-ce inquiétant pour la constitution des prochaines majorités ?

Vincent de Coorebyter : La tendance la plus frappante englobe la montée des extrêmes, mais plus largement la diminution structurelle du poids des familles politiques traditionnelles, libérale, catholique et socialiste. En 1987, à la Chambre, ces trois familles totalisent 79 % des voix. En 2010, elles passent sous les 60 %. En 2019, elles sont à 45 % et les sondages annoncent un score global de même nature, voire inférieur. Cela ne traduit pas seulement une montée des extrêmes, mais un empilement des clivages. Trois grands clivages ont d'abord structuré l'histoire de la Belgique : un clivage Église-État, un clivage possédants-travailleurs et un clivage centre-périphérie qui est devenu pour l'essentiel un clivage entre les deux grandes communautés linguistiques. Ces clivages sont toujours présents, mais s'y sont ajoutés un clivage entre économie et environnement et un clivage qu'on peut nommer, faute de mieux, cosmopolitisme-identité, avec des partis populistes ou d'extrême droite qui incarnent le pôle identitaire. Et on ne voit pas pourquoi le nombre de clivages diminuerait. La réalité rebat les cartes politiques. Le clivage Église-État, par exemple, qui était en déclin, connaît un regain de vigueur autour de l'islam. Donc la complexité est plus grande que jamais et la formation du prochain gouvernement fédéral sera longue et difficile. Il sera vraisemblablement nécessaire de coaliser au moins six partis.

Ce qui compliquera la vie du gouvernement qui en sera issu...

Pas forcément. Il n'y a pas de corrélation systématique entre le nombre de partis et la difficulté à s'entendre dans une coalition. Si on repense au deuxième gouvernement dirigé par Guy Verhofstadt, ce qu'on avait appelé la Violette après les élections de 2003, il n'y avait que deux grandes tendances politiques et la cohésion était faible. Laurette Onkelinx a même parlé d'une coalition contre nature.

Le mariage de l'eau et du feu...

Voilà. Inversement, à certains égards, la majorité emmenée par Elio Di Rupo avec six partis a suscité de très fortes oppositions syndicales, mais elle a mis en œuvre un programme ambitieux au plan institutionnel, économique et budgétaire. Ce n'est pas du nombre de partis qu'il faut s'inquiéter. C'est de la peur des prochaines élections qui peut habiter ces partis, parfois dès le lendemain d'un scrutin.

Le premier gouvernement Verhofstadt avait porté quelques mesures éthiques importantes, le gouvernement Di Rupo portait une réforme de l'État. Est-ce qu'une coalition ne fonctionne finalement que si elle a un projet fort derrière ?

Tout à fait. C'est donc une affaire de circonstances. On sait que le gouvernement actuel est né après une crise très longue, non corrélée à la préparation d'une réforme de l'État. Et sa formation a été accélérée par la crise sanitaire. Il n'y avait pas d'élan au départ.

Dans un État démocratique, ne devrait-on pas associer au pouvoir des partis extrémistes comme le Vlaams Belang et le PTB s'ils recueillent un pourcentage important des votes ?

La logique du système veut qu'on puisse envisager ce scénario puisque ces partis ne sont pas interdits, conformément à l'esprit de la démocratie qui constate qu'il n'y a pas d'échelle objective des valeurs politiques, qu'il n'y a pas de possibilité ni de droit à filtrer *a priori* les opinions légitimes. On pourrait d'autant plus imaginer d'associer ces partis au pouvoir que le système dispose de garde-fous qui sont censés le protéger d'éventuels excès. S'ils étaient associés au pouvoir, ces partis devraient respecter les lois et les décisions des hautes juridictions qui déterminent le caractère constitutionnel ou non de certaines ambitions politiques. Ils devraient aussi s'inscrire dans le respect des traités internationaux, dont tous les traités de l'Union européenne. Le problème, c'est qu'en pratique, ces garde-fous ne suffisent pas toujours à éviter des excès dommageables pour la démocratie.

Par exemple ?

En Hongrie et en Pologne, on a vu un démantèlement ou une mise en difficulté de pans entiers de l'État de droit : l'indépendance des médias, l'indépendance de la justice. On a vu sous l'ère Trump en quoi une présidence populiste, qu'on appellerait en Belgique d'extrême droite, peut altérer le corps social et conduire à une dynamique insurrectionnelle. Il ne faut pas sous-estimer la tentation dictatoriale, au sens large du terme, qui est portée par des partis d'extrême droite ou des partis populistes de droite. Ils ne sont pas seulement problématiques parce qu'ils portent un programme

de discriminations sur la base de la nationalité, de l'ethnie ou de la religion. Ils mettent aussi la démocratie et l'État de droit en danger.

Et l'Italie ?

C'est encore trop tôt pour juger. On y voit une présidente du Conseil qui s'inscrit, au grand dam d'ailleurs de certains de ses partenaires, dans la logique européenne et dans celle de l'OTAN. Mais sur la question des réfugiés, elle a pris des mesures moralement inacceptables, et par ailleurs inefficaces. On peut donc jouer la carte de l'association de ces partis au pouvoir, en espérant les délégitimer par leur bilan, qui sera médiocre. En même temps, est-ce que le simple fait de les accepter au pouvoir et de se coaliser avec eux ne légitime pas leurs idées et leurs pratiques ?

Dans une coalition, on doit faire des compromis...

On pourrait associer l'un ou l'autre parti extrême pour qu'une partie de son programme soit mise en œuvre. On ferait ainsi baisser la pression. Mais on risque de voir ce même parti profiter de sa position de pouvoir pour obtenir des donnant-donnant qui sont politiquement ou moralement douteux. Donc c'est un vrai cas de conscience pour les partis non extrêmes qui accepteraient ce type de coalition.

Les exemples que vous citez sont classés dans l'extrême droite. Le cas de conscience se pose-t-il de la même manière pour les partis d'extrême gauche ?

Le Vlaams Belang et le PTB-PVDA ne sont pas à mettre sur le même plan. Il n'y a pas dans le programme du PTB de menace pour les libertés publiques ou individuelles, pas de programme de discrimination. Il y a un programme de rupture avec le capitalisme, qui est cependant inapplicable dans le cadre européen.

Abattage rituel, port du voile dans l'administration... En 2023, il a beaucoup été question de la place de la religion dans l'espace public. Est-ce à cause de la proximité des élections ou est-ce une question davantage structurelle ?

Ces questions ne sont pas neuves. Ce qui change, c'est que cette nouvelle forme de clivage Église-État se joue entre certaines demandes autour de l'islam, et que le pôle de défense du religieux n'est plus ancré dans les campagnes mais dans des villes où il y a une population de confession musulmane plus ou moins importante. Autre nouveauté : ce n'est plus un parti conservateur catholique qui défend certains intérêts religieux. Ce sont maintenant des partis de gauche, dont certains historiquement laïques, qui défendent certaines revendications de ladite communauté musulmane. En tout cas à Bruxelles. On ne se coupe pas, au sein des partis de gauche, d'un électorat populaire de confession musulmane. Le PTB, parti marxiste, n'était pas censé voler au secours d'une minorité confessionnelle... Là aussi, c'est la réalité qui rebat les cartes. Mais ce n'est pas de l'effervescence préélectorale. C'est simplement une conséquence normale de l'installation irréversible d'une population de confession musulmane qui s'est renouvelée, et même s'est élargie, au fil des générations. Le sujet ne va pas disparaître.

Les résultats électoraux sont devenus angoissants pour les partis

Qu'est-ce qui pourrait expliquer parfois une forme d'impuissance du monde politique ?

Sur certains enjeux, le cadre politique institué est inadéquat. C'est particulièrement vrai pour la question climatique. Le cadre est inadéquat sur le plan temporel, puisque c'est une question à long terme qui demande des mesures urgentes alors que la vie politique est scandée par le retour périodique des élections. Et il est inadéquat sur le plan spatial car la politique se fait essentiellement dans le cadre des États-nations alors que la question climatique ignore les frontières. C'est d'ailleurs la raison pour laquelle les COP fonctionnent autrement, de manière mondiale et annuelle. Mais cela ne suffit pas parce que, là aussi, la réalité s'impose. Che Guevara aurait dit un jour à Sartre : « Ce n'est pas ma faute si la réalité est marxiste ». Ce n'est pas la faute des partis politiques si, quand on touche aux questions climatiques, des résistances plus ou moins légitimes se créent dans la société. Parce que des intérêts économiques sont en jeu. Parce qu'il y a des injustices sociales et des injustices planétaires associées à certaines solutions, qui pèsent essentiellement sur les plus pauvres à l'échelle des pays développés ou sur les plus pauvres à l'échelle de la planète. Parce que les solutions peuvent être coûteuses, surtout en un premier temps, très complexes, et qu'elles peuvent bouleverser nos modes de vie. La résistance n'est pas seulement le fait de partis politiques qui ne sont pas preneurs de solutions radicales. La résistance vient d'abord de la société.

La responsabilité des partis politiques qui décident d'aller au pouvoir n'est-elle pas justement de prendre du recul ? En tout cas, de voir plus loin que ce qui vit dans la société ?

Les partis se soucient sans doute aujourd'hui davantage du prochain scrutin que des compromis courageux qu'ils pourraient sceller. Mais il est vrai aussi que les résultats électoraux sont devenus angoissants pour les partis, dont plus aucun n'est assuré de garder une position stable sur la durée. On peut comprendre qu'ils n'ont pas envie d'aller vers un prochain scrutin après des concessions importantes qui pourraient leur aliéner une partie de leurs électeurs. C'est l'effet pervers du génie de la démocratie. Par la perspective des prochaines élections, on oblige les partis politiques à respecter la volonté populaire. Mais s'ils ne font que respecter cette volonté populaire présumée, ils ne gouvernent presque plus.

Un parti politique doit-il avoir peur de disparaître ? Dans d'autres pays, des partis séculaires s'écroulent...

La Belgique est peut-être plus conservatrice, plus sage que d'autres. Les douze partis actuellement présents au Parlement fédéral sont tous, historiquement, des héritiers des grands clivages qui ont structuré l'histoire de la Belgique. Donc on pourrait dire qu'il n'y a pas beaucoup d'effervescence. C'est sans doute favorisé par notre scrutin à la proportionnelle, et par notre pratique du compromis qui enseigne à chaque parti

à ne pas injurier l'avenir, à accepter de cohabiter. Nous avons aussi sans doute un électorat assez conservateur, qui se plaint que ce sont toujours les mêmes qui participent au pouvoir mais qui va rarement aux extrêmes de manière structurelle.

Pourtant les chiffres que vous avez cités dès l'entame de l'interview montrent que cela s'émiette quand même...

Ça bouge et ça s'émiette autour des cinq grands clivages. Mais ce sont des clivages bien installés. On n'a pas l'équivalent du BBB aux Pays-Bas, où on a tout à coup une nouvelle expression d'intérêts qui touchent uniquement les agriculteurs. Donc c'est plus balisé jusqu'ici en Belgique, même s'il y a eu de petites tentatives qui ont fait long feu. Van Rossem, le parti Islam, Abou Jahjah, etc.

Internet est potentiellement une catastrophe civilisationnelle

Est-ce qu'il n'y a pas aussi, comme explication de la montée des extrêmes, les outils informatiques et les réseaux sociaux qui permettent de s'adresser directement aux futurs électeurs, et plus comme avant par le filtre de la presse ?

Dans la structuration du débat politique et de la période électorale, la presse a toujours été concurrencée par le café du commerce et par les réseaux de sociabilité. Et aussi par le tissu associatif et syndical, dans lequel se forge une partie de l'opinion publique. Mais, incontestablement, en particulier en période électorale, les médias professionnels jouaient un rôle de filtre, de régulation ou de réplique. En contournant ces médias, les partis politiques créent une nouvelle donne. Aujourd'hui, un parti peut s'adresser à la planète entière avec relativement peu de moyens financiers. Je pense depuis toujours qu'Internet est potentiellement une catastrophe civilisationnelle. Quand j'ai entendu parler pour la première fois de tuyaux d'information sans aucune forme de régulation, intuitivement cela m'a semblé être extrêmement dangereux. C'est évidemment porteur d'avantages considérables, en termes de liberté d'expression et de circulation de la connaissance. Mais je crains que le bilan global soit négatif. À moins qu'on trouve le moyen de réguler le Net sans pour autant limiter drastiquement les libertés fondamentales. Mais le chemin vers une régulation qui ne soit pas l'alliée d'une censure à grande échelle est étroit.

Est-ce que ces réseaux sociaux ne font que rendre possible des clivages qui existent dans la société ou est-ce qu'ils en créent des nouveaux ?

Ces outils sont sûrement une condition nécessaire pour que certains phénomènes politiques cristallisent. Mais je ne pense pas qu'ils soient une condition suffisante. Il faut aussi que dans la société, il y ait des situations, des mentalités, des attentes, des angoisses qui donnent un écho à certaines propositions politiques.

Vincent Van Quickenborne, Pascal Smet, Hadja Lahbib, Céline Tellier... En 2023, plusieurs ministres ont été mis sur la sellette. Certains d'entre eux ont démissionné. D'autres sont restés en place. Mais à la lumière de ces exemples, on ne voit pas très bien où commence la responsabilité ministérielle et où elle s'arrête...

La responsabilité politique des ministres s'ancre dans le contrôle de l'exécutif par le Parlement, dont c'est la mission la plus ancienne et la plus fondamentale. Or on sait bien que la véritable césure, aujourd'hui, dans le champ politique, n'est plus entre l'exécutif et le législatif mais entre la majorité et l'opposition. Les démissions se déterminent dès lors à partir de deux éléments : d'une part, l'intensité de la pression parlementaire et médiatique qui s'exerce sur le ministre au centre d'une polémique, et, d'autre part, le degré du soutien dont il bénéficie au sein de la coalition gouvernementale et surtout au sein de son propre parti. Ça se joue donc au cas par cas. C'est bien pour cela qu'une démission est toujours imprévisible. Et je crains que ça le reste. Parce que le principe est à la fois très honorable et en même temps très interpellant. L'idée, c'est que le ministre prend la responsabilité politique d'une faute commise par son cabinet ou par l'administration dont il a la charge. Cela veut dire qu'il doit accepter un geste sacrificiel. On pourrait dire, un peu trivialement, qu'il paye pour les autres. Un tel geste n'ira donc jamais tout à fait de soi. Il va de soi si on prend en compte le devoir d'exemplarité, le devoir de préserver le système en reconnaissant la faute commise. Mais on peut aussi dire qu'un ministre qui démissionne semble faire un aveu implicite de culpabilité, alors qu'il n'y est éventuellement pour rien.

Cet article a été publié sous le titre « “La formation du prochain gouvernement fédéral sera longue et difficile” » dans : *La Libre Belgique*, 30 décembre 2023, pages 8-10.

Pour citer cet article dans son édition électronique : Vincent DE COOREBYTER (interviewé par Vincent ROCOUR et Stéphane TASSIN), « La réalité rebat les cartes politiques », *Les @nalyzes du CRISP en ligne*, 30 décembre 2023, www.crisp.be.